

Focus :

BONNES PRATIQUES EN MICROFINANCE

TABLE RONDE

[AP10]

Salle Wangari Maathai
Palais Brongniart

Jeudi 20 Septembre
2012

UNE NOUVELLE CRISE DE LA MICROFINANCE EST-ELLE POSSIBLE ? COMMENT L'ANTICIPER ?

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Au cours des 4 à 5 dernières années, plusieurs pays (Inde, Maroc, Bosnie, ...) ont connu une crise de la microfinance. Ces crises ont constitué un choc sévère pour l'ensemble des acteurs du secteur de la microfinance. En outre, les critiques parfois excessives formulées à l'encontre de ce secteur résultent peut-être d'attentes trop fortes de la microfinance. Ces différentes crises présentent certaines causes communes, dont notamment l'écart grandissant entre une croissance rapide des activités et un développement lent des capacités des IMF. Dans certains cas, des aspects externes tels que les questions politiques ont accéléré la crise. Même si la crise a entraîné des changements dans le domaine de la réglementation, les principaux changements ont eu lieu dans le secteur de la microfinance lui-même. La sensibilisation à une croissance qui ne se mesure pas seulement à l'aune des résultats financiers mais qui inclut la performance sociale est en cours, tout comme le dialogue entre l'ensemble des parties prenantes de la microfinance. Le renforcement nécessaire de la capacité des IMF (en termes de structure financière, ressources humaines, systèmes de gestion de l'information, ...) a également été pris en considération avec le plus grand sérieux.

Afin d'éviter de nouvelles crises, les IMF doivent avoir une croissance équilibrée et les investisseurs des attentes raisonnables.

INTERVENANTS

Mohamed Asri

Directeur de l'Observatoire national de la microfinance, Centre Mohammed VI de soutien à la microfinance solidaire

Emmanuelle Javoy

Directrice générale, Planet Rating

Alok Prasad

Directeur général, Microfinance Institutions Network (MFIN)

Michael Schlein

Président et directeur général, Accion

MODERATEUR

Jeremy Hajdenberg

Directeur d'investissement, Investisseurs & Partenaires

RESUME DES INTERVENTIONS

Quelles ont été les causes des crises?

Alok Prasad souligne que les crises sont endémiques dans le secteur financier, raison pour laquelle il n'a pas été surpris par la crise de la microfinance. Parmi les différentes causes de celle-ci, deux aspects majeurs de la crise qui a eu lieu en Inde doivent être soulignés : premièrement, la crise de la microfinance en Inde avait une dimension politique et des mesures populistes ont été prises. Comme la lutte contre la pauvreté peut être considérée comme une mission de service publique, tout intérêt privé dans cette mission suscite des soupçons. En outre, la classe politique indienne s'est sentie en danger en voyant la microfinance réussir là où elle avait échoué. Deuxièmement, il était inévitable que des IMF en croissance trop rapide commettent des erreurs ; rappelons que certaines IMF ont connu une croissance de 100%.

De même, **Mohamed Asri** estime que le secteur de la microfinance au Maroc a souffert d'une croissance trop rapide. Les IMF se sont concentrées sur la progression de leur portefeuille, négligeant leurs capacités, tout en étant confrontées à un développement très rapide. Les IMF auraient dû investir dans la formation de leur personnel ; elles auraient dû également renforcer leurs systèmes de reporting. Par ailleurs, cette croissance rapide a été favorisée par l'accès des IMF à un financement plus important et rendu plus accessible. Toutefois, le gouvernement marocain a réagi rapidement et a réussi à renforcer le secteur de la microfinance.

Emmanuelle Javoy constate que des causes similaires ont été détectées dans plusieurs pays. Cependant, plusieurs acteurs de la microfinance continuent de se sentir tout-puissants et semblent avoir oublié que la microfinance est un milieu difficile qui nécessite une relation forte et étroite entre les IMF et leurs clients.

Michael Schlein partage les opinions de M. Prasad concernant le caractère endémique des crises dans le système financier. En plus des causes énoncées par les autres intervenants, le secteur de la microfinance présente deux points faibles considérables : la mauvaise gouvernance et l'insuffisance des systèmes de gestion de l'information. En outre, rappelons que la microfinance est une industrie jeune qui doit être construite étape par étape.

Qu'est-ce que les crises ont changé ?

Mohamed Asri explique comment, au Maroc, l'Etat et toutes les parties prenantes du secteur de la microfinance (IMFs, ANAM – l'association nationale des associations de microcrédit, la Banque centrale, ...) ont réagi très rapidement afin d'établir un plan de relance. Ce plan est basé sur trois axes différents : l'amélioration de la réglementation, la protection de l'accès des IMF au financement et la lutte contre les emprunts multiples et le surendettement, et enfin le renforcement des capacités des IMF. Ce plan a certes favorisé le retour de la confiance, mais il a également eu un effet négatif sur la croissance.

Selon **Alok Prasad**, bien que des mesures aient été prises dans le domaine de la réglementation, le principal effet de la crise a été l'évolution des mentalités : la crise a poussé les acteurs de la microfinance à établir un dialogue entre eux et à créer des outils communs, tels que l'association nationale de microfinances (MFIN) ainsi qu'un bureau de crédit.

A l'instar de M. Prasad, **Michael Schlein** considère que le principal changement a été l'amélioration du dialogue au sein de l'industrie de la microfinance. Avant les crises, plusieurs IMF étaient trop concentrées sur leur croissance et la performance financière était leur principal moteur. Actuellement, il émerge un consensus sur la nécessité d'accorder une plus grande protection aux clients et plus de transparence. A cet égard, le succès de la Smart Campaign et des initiatives Microfinance Transparency est significatif.

Emmanuelle Javoy explique que la question de la performance sociale est devenue cruciale pour plusieurs acteurs, y compris les investisseurs et les agences de notation. Plusieurs outils ont été développés pour évaluer la performance sociale et plusieurs acteurs qui ont vécu cette crise en ont tiré les leçons et en sont sortis plus forts. Toutefois, il demeure difficile d'accroître la sensibilisation dans les pays épargnés par ces crises.

Que nous réserve l'avenir ?

Alok Prasad estime que toutes les IMF doivent être davantage axées sur les clients et appelle à une plus grande intégration du secteur de la microfinance dans le système financier : même si chaque IMF doit conserver son propre modèle économique, la microfinance doit être

complètement intégrée dans l'architecture financière nationale.

Mohamed Asri souhaite que tout le monde ait à l'esprit qu'une crise de la microfinance peut éclater dans tous les pays. Les capacités des IMF doivent être renforcées et les IMF doivent financer en priorité des activités génératrices de revenus.

Michael Schlein rappelle que le secteur de la microfinance a 200 millions de clients et qu'il existe un potentiel de 2,5 milliards de clients supplémentaires. Cette industrie doit développer un bureau de crédit, être plus axée sur les clients, offrir un plus grand nombre de services (comme l'épargne) et maintenir une croissance équilibrée. La microfinance doit poursuivre ses efforts de normalisation et faire le tri dans ses pratiques, afin de séparer les bonnes des mauvaises.

RESUME DES ECHANGES AVEC LA SALLE

Modèle économique, croissance, rendement... de nombreux concepts similaires semblent incompatibles avec la mission sociale de la microfinance. La mission sociale de la microfinance est-elle une utopie ?

Selon **Mohamed Asri**, ces mots ne sont ni péjoratifs ni incompatibles avec la microfinance. Ils indiquent

seulement que la microfinance se professionnalise de plus en plus, ce qui constitue un développement positif puisque la microfinance a besoin de professionnalisme afin d'accomplir sa mission sociale.

Michael Schlein ajoute que « profit » n'est pas le mot le plus important mais « efficacité », qui s'applique tant aux organisations à but lucratif qu'aux organisations à but non lucratif. Retenons qu'il est nécessaire de garantir l'accès aux marchés des capitaux si l'on veut que la microfinance atteigne les 2,5 milliards de clients potentiels.

Quelle est la responsabilité des investisseurs dans la crise ?

Alok Prasad reconnaît que certains investisseurs demandent des taux de croissance élevés et considère que tous les acteurs – IMF, investisseurs et banques – doivent respecter des principes et pratiques financières responsables. **Emmanuelle Javoy** ajoute que les IMF doivent trouver le niveau de croissance adéquat. Certaines IMF combinent croissance et services de grande qualité. Il faut réévaluer les attentes envers la microfinance. Enfin, **Jeremy Hajdenberg** mentionne que chez Investisseurs & Partenaires, l'équilibre entre les objectifs sociaux et financiers est un enjeu permanent. Les investisseurs sont le moteur d'une forte croissance, mais le management peut parfois l'être également.

RAPPORTEUR

Antoine Leroy
CSR/Microfinance, Société Générale

POUR ALLER PLUS LOIN

- The Smart Campaign: www.smartcampaign.org
- Microfinance Transparency: www.mftransparency.org
- Microfinance Institutions Network: www.mfinindia.org
- L'Appel mondial pour une microfinance responsable: www.appeldeparis.org